

**CONVENTION ETAT – COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE – AD PEP 2B  
RELATIVE AU FINANCEMENT DES CENTRES D'IMMERSION LINGUISTIQUE DE HAUTE CORSE  
DANS LE CADRE DU CPER 2015-2020**

**AVENANT N° 1**

Entre :

La collectivité territoriale de Corse, dont le siège est sis n° 22, cours Grandval - 20000 AJACCIO, représentée par M. Gilles SIMEONI, président du Conseil Exécutif de Corse,

Et :

Le ministère de l'Éducation nationale, représenté par le Recteur de l'Académie de Corse, Monsieur Philippe LACOMBE,

Ainsi que :

L'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) - N° SIRET 317 255 263 00087 - Association loi 1901 - Groupe scolaire François Amadei - rue Sainte Thérèse - 20600 BASTIA, représentée par son président, Monsieur Pascal VIVARELLI,

d'autre part,

- VU** le code général des collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème partie,
- VU** l'article L. 312-11-1 du code de l'Éducation,
- VU** l'article 4424.5 du code général des collectivités territoriales,
- VU** la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école N° 2005-380 du 24 avril 2005, article 20,
- VU** « la stratégie de l'État en Corse » en date du 1<sup>er</sup> février 2004,
- VU** la délibération N° 15/083 AC de l'Assemblée de Corse en date du 16 avril 2015 approuvant le Plan « Lingua 2020 »,
- VU** la délibération N° 15/253 AC de l'Assemblée de Corse du 29 octobre 2015 portant approbation du contrat de plan État-Collectivité Territoriale de Corse 2015-2020,
- VU** le CPER 2015-2020 pour la Corse signé le 13 novembre 2015,

- VU** la délibération n° 16/053 AC de l'Assemblée de Corse du 11 mars 2016 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 16/081 AC de l'Assemblée de Corse du 15 avril 2016 portant approbation du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Corse pour l'exercice 2016,
- VU** la délibération n° 16/241 AC de l'Assemblée de Corse du 27 octobre 2016 portant approbation du budget supplémentaire de la Collectivité territoriale de Corse pour l'exercice 2016,
- VU** la délibération N° 16/140 AC de l'Assemblée de Corse du 23 juin 2016 approuvant la convention État/CTC d'application du plan de développement de l'enseignement de la langue corse 2016-2021,
- VU** la délibération N° 16/223 AC de l'Assemblée de Corse du 30 septembre 2016 approuvant la convention État/CTC/AD PEP 2B relative au financement des centres d'immersion de Haute Corse dans le cadre du CPER,
- VU** la délibération N° 17.035 AC de l'Assemblée de Corse du 23 février 2017, portant approbation du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Corse pour l'exercice 2017.
- VU** la délibération N° 17.180 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juin 2017, approuvant le financement des centres d'immersion linguistique du Cismonte dans le cadre du CPER 2015-2020.
- VU** l'avis n°2017-65 du Conseil économique, social et culturel de Corse en date du 27 juin 2017.
- SUR** Rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRÈS** Rapport de la Commission du Développement Social et Culturel,
- APRÈS** Rapport de la Commission des Finances et de Planification.

### **Préambule**

L'article 11 de la convention prévoit que les signataires conviennent d'un renouvellement de cette convention par avenant annuel.

### **Etant préalablement exposé ce qui suit :**

En septembre 2016, la Collectivité territoriale de Corse (CTC) a signé avec le ministère de l'Éducation nationale et l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) une convention relative au financement des centres d'immersion linguistique de Haute-Corse.

La durée de cette convention était fixée à 1 an. Il est donc prévu qu'elle expire à la date du 28 octobre 2017.

La CTC, le ministère de l'Éducation nationale et l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) sont favorables au renouvellement de cette convention pour la durée d'un an.

Conformément à l'article 11 de ladite convention, il est prévu que sur la durée du Contrat de Plan Etat Région, la possibilité de renouveler la convention par avenant annuel. D'un commun accord, les trois parties souhaitent donc renouveler cette convention.

Ainsi, il est prévu ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup> : Renouvellement de la convention

La durée de la convention relative au financement des centres d'immersion linguistique de Haute-Corse dans le cadre du CPER, signée le 28 octobre 2016 et courant jusqu'au 28 octobre 2017, est prolongée par le présent avenant pour un an à compter du lendemain de son échéance prévue, soit jusqu'au 28 octobre 2018.

#### Article 2 : Conditions financières

Les conditions financières au titre de l'exercice 2017-2018 sont les suivantes :

- La Collectivité territoriale de Corse s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) concernant les trois centres de Haute-Corse pour un montant de 258 000 €,
- L'Éducation nationale s'engage à soutenir financièrement cette action pour un montant de 120 000 €,

#### Article 3 : Conditions de versement de la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Corse

Le versement de la subvention de 258 000 € au titre de l'exercice 2017-2018 sera effectué à la signature du présent avenant.

#### Article 4 : Conditions de détermination de la contribution financière

Le présent avenant modifie l'article 5 de la convention initiale relatif aux conditions de détermination de la contribution financière. En effet, le montant de 70 000 € versé par la Collectivité territoriale de Corse à l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) avant le 31 mars 2017 ne constituait

pas un acompte sur la subvention 2017, mais le solde de la subvention allouée à l'AD PEP 2B sur l'exercice 2016.

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Corse n'est applicable que sous réserve des deux conditions suivantes :

- Le respect par l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 7, 8, 9, de la convention Etat/CTC/AD PEP2B relative au financement des centres d'immersion de Haute-Corse dans le cadre du CPER 2015-2020 (délibération N°16/223 AC) sans préjudice de l'application de l'article 13 de la convention citée ;
- La vérification par l'administration que le montant de la contribution financière n'excède pas le coût du programme de l'opération.

Article 5 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention relative au financement des centres d'immersion linguistique de Haute-Corse dans le cadre du CPER demeurent inchangées.

Alacciu, le 22 septembre 2017

En triple exemplaire

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE  
DE CORSE,

Philippe LACOMBE

LE PRESIDENT DU CONSEIL  
EXECUTIF DE CORSE

Gilles SIMEONI

LE PRESIDENT DE

